

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

SEANCE DU 08 MAI 2020

LE COLLEGE COMMUNAL,

Sont présents :

Mme Françoise PIGEOLET, Bourgmestre-Présidente,  
Mme Anne MASSON, M. Paul BRASSEUR, M. Luc GILLARD,  
M. Moon NASSIRI, M. Gilles AGOSTI, Mme Kyriaki MICHELIS,  
Échevins, Mme Carine HERMAL, Présidente du CPAS,  
Mme Christine GODECHOUL, Directrice générale

Vu la demande introduite en date du **22 janvier 2020** par laquelle la société **RENOVATION DE CONSTRUCTION Sprl**, rue des Sandrinettes 2 à 7033 Cuesmes (Mons), ci-après dénommée l'exploitant, sollicite un permis d'environnement pour exécuter un chantier de désamiantage consistant en l'enlèvement de 131 mct de calorifuge amianté dans le sous-sol de l'Académie de Musique de Wavre dans un bien sise à Wavre, Avenue des déportés 69, présentement cadastré Wavre, 2<sup>ème</sup> division, section G, n° 133 N ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code de Développement territorial (CoDT), entré en vigueur le 1er juin 2017 ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu le décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (Moniteur belge du 22 mars 2018) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et l'assainissement des sols (Moniteur belge du 29 mars 2019) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante (*Moniteur belge* du 17 octobre 2003 - Errata *Moniteur belge* du 11 mai 2004) ;

Vu l' **Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°2 du 18 mars 2020**, relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (MB du 20 mars 2020) ;

Vu l' **Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°20 du 18 avril 2020**, prorogeant les délais prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (MB du 22 avril 2020) ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le **22 janvier 2020**, transmise par celle-ci au Fonctionnaire technique par envoi postal du **27 janvier 2020** et enregistrée dans le service de ce fonctionnaire en date du **28 janvier 2020** ;

Vu la demande d'avis au **SPW ARNE - DNF - DIRECTION EXTÉRIEURE DE MONS**, envoyée par le Fonctionnaire technique en date du **29 janvier 2020**, relativement au caractère complet de la partie Natura2000 du formulaire de demande de permis, restée sans réponse à la date de complétude - avis réputé favorable ;

Vu que la demande a été jugée incomplète par le Fonctionnaire technique par courrier du **17 février 2020** ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à l'administration communale en date du **21 février 2020** ; que ces documents ont été transmis au Fonctionnaire technique en date du **25 février 2020** et reçus par ce fonctionnaire en date du **26 février 2020** ;

Vu que la demande a été jugée complète et recevable en date du **10 mars 2020** par courrier du fonctionnaire technique et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Vu la demande d'avis au **SPW TLPE - DIRECTION DU BRABANT WALLON**, en date du **11 mars 2020**, restée sans réponse à la date du rapport de synthèse - avis réputé favorable ;

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

Vu la suspension temporaire des délais de procédures par arrêté ministériel du 18 mars 2020, pour une période de 30 jours et prenant fin le 17 avril 2020 ;

Vu le rapport de synthèse favorable du Fonctionnaire technique - Réf. Département des Permis et Autorisations : D3400/25112/RGPED/2020/3/ME/sg - PE - transmis en date du 27 mars 2020 à notre Collège communal et reçu en date du 30 mars 2020 ;

Vu que la suspension temporaire des délais de procédures est prorogée par arrêté ministérielle du 18 avril 2020 pour une nouvelle période prenant fin 30 avril 2020 ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à exécuter un chantier de désamiantage consistant en l'enlèvement de 131 mct de calorifuge amianté dans le sous-sol de l'académie de musique de Wavre ;

Considérant que l'établissement projeté se situe dans un bien présentement cadastré, Wavre, 2<sup>ème</sup> division, section G, n° 133 N ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

**N° 26.65.03.04.01 Classe 3 :** « Chantiers 'enlèvement, de décontamination ou d'encapsulation d'amiante, de bâtiments ou d'ouvrage d'art contenant de l'amiante y compris les installations annexes (à l'exception des installations de traitement de déchets d'amiante par procédé thermique ou chimique visées par la rubrique 90.23.04) - Chantiers de minime importance :

- imprégnation, encapsulation ou enlèvement de plus de 10 m et moins de 20 m de joints de portes, de plaques foyères, de mastics et de caoutchoucs contenant de l'amiante dans une même unité technique et géographique d'exploitation
- imprégnation, encapsulation ou enlèvement de plus de 5 m et de moins de 10 m de calorifuge recouvrant les tuyauteries
- imprégnation, encapsulation ou enlèvement de plus de 120 m<sup>2</sup> et de moins de 5 000 m<sup>2</sup> de matériaux en amiante-ciment »

Considérant que la demande, dont le formulaire fait office de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, doit permettre d'identifier, décrire et évaluer de manière appropriée les effets directs et indirects, à court et à moyen terme, de l'implantation et de la mise en œuvre du projet sur l'homme, la faune et la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre 1er du Code de l'Environnement ;

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

Considérant que, au vu du descriptif des activités, des dépôts, des installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne devait pas être considéré comme ayant un impact notable ; que, en effet, ces nuisances sont peu probables au vu des conditions d'exploiter que nous proposons pour ce type d'exploitation ; que la production de déchets est tout à fait contrôlable ;

Considérant que, à l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portaient sur la dissémination des poussières et le traitement des déchets ;

Considérant que, en ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures ;

Considérant qu'il n'y avait pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec les projets voisins de même nature ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisaient suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement ; que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ; que le projet ne devait donc pas être soumis à évaluation complète des incidences ; qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'était donc pas nécessaire ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande n'a pas été soumis à enquête publique en vertu de l'article 39, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant qu'il s'agit d'effectuer un chantier de désamiantage visant à enlever et éliminer des calorifuges sur les tuyaux de chauffage au niveau du sous-sol de l'Académie de Musique de Wavre ;

Considérant que la quantité de déchets d'amiante friable de classe 1 est estimée à 1 300 kg et la quantité d'amiante friable EPI est estimée à 13 kg ;

Considérant que la prise en charge complète des déchets est effectuée par la société avec un transporteur agréé pour être acheminés vers un centre de traitement ou d'enfouissement ; que ce centre fournira un certificat de prise en charge et de traitement des déchets ;

Considérant que l'aire de chantier est délimitée et inaccessible au public et au personnel ;  
Considérant qu'en dehors des heures de travail, tout accès sera interdit à toute personne ne faisant pas partie de la gestion technique du chantier ou du laboratoire de contrôle par une fermeture mécanique des accès ;

Considérant que le taux de poussières sera mesuré avant, pendant et après les travaux afin de déterminer la concentration en fibres asbestiformes dans l'air par la méthode MOCP (Microscopie Optique à Contraste de Phase) ;

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

Considérant que ces contrôles sont répétés chaque jour durant les trois premiers jours d'ouverture d'une zone de travail (zone hermétique) : que si cette valeur des concentrations est inférieure aux valeurs normales, la fréquence des contrôles sera réduite à une prise d'échantillon par semaine ;

Considérant que le strict respect des conditions générales, sectorielles et intégrales en vigueur et des conditions particulières énumérées ci-après est de nature à réduire dans une mesure suffisante les inconvénients pouvant résulter de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que la permission administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite permission administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour garantir la protection de l'homme et de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur ;

### DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>.** D'octroyer le permis d'environnement sollicité par la société **RENOVATION DE CONSTRUCTION Sprl**, rue des Sandrinettes, 2 à 7033 Cuesmes (Mons) et ayant pour objet l'exécution d'un chantier de désamiantage consistant en l'enlèvement de 131 mct de calorifuge amianté dans le sous-sol de l'Académie de Musique de Wavre, dans un bien sis à Wavre, Avenue des déportés 69, conformément au plan joint au présent permis et moyennant le respect des prescriptions légales et réglementaires en vigueur et des conditions d'exploitation précisées dans le présent arrêté.

**Article 2.** L'établissement comporte les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

**A) Bâtiment :**

B1 : académie de musique.

**B) Installations :**

I1 : aspirateur avec filtre absolu (voir annexe 6) ;

I2 : extracteur avec filtre absolu (voir annexe 6) ;

I3 : unités de filtration des eaux de douches usées ;

I4 : groupe électrogène de secours.

**Article 3.** Les conditions<sup>1</sup> applicables à l'établissement sont les suivantes :

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

1. Les dispositions non abrogées du Règlement général pour la Protection du Travail, notamment celles des titres II et III ;
2. Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 ;
3. Les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux ;
4. Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (*Moniteur belge* du 21 septembre 2002 ; Erratum : *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> octobre 2002 ; *Moniteur belge* du 17 août 2010 ; *Moniteur belge* du 18 février 2014) ;
5. Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante (*Moniteur belge* du 17 octobre 2003 - Errata *Moniteur belge* du 11 mai 2004).  
<sup>1</sup><http://environnement.wallonie.be/> <https://wallex.wallonie.be/>
6. Les dispositions du Titre III du Code du Bien-être au travail du 28 avril 2017 relatives à l'amiante<sup>2</sup>.  
<sup>2</sup><http://www.ejustice.just.fgov.be/eli/loi/2017/04/28/2017A10461/justel/>

**Article 4.** Le présent permis est accordé pour un an à dater de sa date exécutoire. La durée maximale d'exploitation continue du chantier est fixée à trois mois à partir de la date de mise en œuvre du présent permis.

**Article 5.** Le présent permis est exécutoire à dater du lendemain de sa notification.

**Article 6.** L'exploitant est tenu :

- 1) de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;
- 2) de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;
- 3) de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux Fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées à la partie VIII du volet décretaal du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;
- 4) de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au 2° ;
- 5) de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

- 6) d'informer l'autorité compétente et le Fonctionnaire technique de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeur ;
- 7) de remettre le site, en fin d'exploitation, dans un état satisfaisant au regard de la protection de l'homme et de l'environnement ;
- 8) de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du Fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

**Article 7.** L'exploitant est tenu de notifier à l'autorité compétente son intention de céder l'exploitation de son établissement, en tout ou en partie, à une tierce personne. Le cessionnaire est tenu de signer conjointement la notification, en confirmant par écrit avoir pris connaissance du permis, poursuivre la même activité et accepter les conditions fixées dans le présent permis.

**Article 8.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément à la Partie VIII - *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* - des dispositions décrétales et réglementaires du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

En outre, le présent permis ne préjudicie pas aux droits des tiers.

**Article 9.** Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

**Article 10.** Dans les 10 jours qui suivent l'adoption de la décision cette dernière fait l'objet d'un avis - conforme aux dispositions de l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement - affiché durant vingt jours aux endroits habituels d'affichage et, de manière parfaitement visible, sur le bien concerné par le projet.

**Article 11.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- au demandeur, la SPRL RENOVATION DE CONSTRUCTION, rue des Sandrinettes 2 à 7033 Cuesmes (Mons) ;
- au fonctionnaire technique du SPW ARNE- Département des Permis et Autorisations-Direction de Charleroi, Rue de l'Écluse 22 à 6000 Charleroi.

2. En copie libre et par pli ordinaire :

- au SPW TLPE – Département de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme- Direction du Brabant wallon, Rue de Nivelles 88 à 1300 Wavre ;

Réf. Ville de Wavre : 20/02 pe2

Réf. DPA : 31401 & D3400/25112/RGPED/2020/3/GP/sg-PE

## Permis d'environnement

- au SPW ARNE – Département de la Police et des Contrôles - Direction extérieure de Charleroi, Rue de l'Écluse 22 à 6000 Charleroi.

Ainsi délibéré à Wavre, le **08 mai 2020**

Par le Collège  
La Directrice générale,  
Christine GODECHOUL

La Bourgmestre,  
Françoise PIGEOLET

Pour expédition conforme :  
Wavre, le


11 MAI 2020

Par ordonnance.  
La Directrice générale,

La Bourgmestre,



Christine GODECHOUL



Françoise PIGEOLET